

# AGATHOS

Revue ivoirienne de  
PHILOSOPHIE ANTIQUE

Numéro 006  
Décembre 2022

**ISSN: 2617-0051**

[www.agathos-uao.net](http://www.agathos-uao.net)

# AGATHOS

Revue Ivoirienne de Philosophie Antique de l'Unité Pédagogique et de Recherche (UPR)

Métaphysique et Histoire de la Philosophie

Département de philosophie

UFR Communication, Milieu et Société

Université Alassane Ouattara

Directeur de publication : M. Donissongui SORO, Professeur Titulaire

**Contacts de la revue :**

(+225) 07 07 66 37 80

(+225) 07 07 75 64 69

(+225) 01 03 30 36 31

Boîte postale : 01 BP 468 Bouaké 01

E-mail : [agathos.uao@gmail.com](mailto:agathos.uao@gmail.com)

Site internet : <http://www.agathos-uao.net>

Bouaké - Côte d'Ivoire

ISSN : 2617-0051

## LIGNE ÉDITORIALE

Dans sa genèse et dans sa double structure conceptuelle et historique, toute philosophie est, avant tout, une mise en scène épistémique aux influences multiples et variées. Elle est un foyer pluriel de rencontres, un carrefour où des personnages conceptuels viennent encoder et décoder leurs discours. Pour le penser, la revue *Agathos* est un creuset d'incubation et de maturation de soi, un point de ralliement des savoirs passés, présents et à venir.

*Agathos* est ainsi un point focal de la pensée antique dans ses relations avec les autres champs de connaissance. Elle a pour vocation de promouvoir la production scientifique dans le vaste champ qu'ouvre la philosophie antique. En s'inscrivant dans ce champ disciplinaire, elle vise à relever les malentendus, dénouer les équivoques, revigorer les études antiques à travers un cheminement heuristique clair, et un questionnement tant érudit que fécond. *Agathos* vise également à constituer, pour l'espace francophone, un médium d'intégration ou de coopération institutionnelle au service de la recherche.

Par ailleurs, composante de l'expression idiomatique « Kalos kagathos » que la littérature grecque antique utilisait pour désigner ce qui est « beau et bon », le terme grec ancien « agathos », c'est-à-dire « bien », est un adjectif qui traduit l'excellence de caractère, la vertu. En cela, la revue *Agathos* est un espace de coalition entre les pensées du passé et celles d'aujourd'hui, pour que naissent de nouvelles promesses de réalisation d'un discours heuristique, exigeant et urgent en faveur de la philosophie antique.

Si, dans *La République*, Platon utilisait « to kalon », forme neutre de « kalos », pour définir l'idéal, et si l'exégèse de Luc Brisson traduit « Kalos kagathos » par « perfection humaine », la revue *Agathos* ambitionne d'être ce lieu de la recherche de l'idéal, de la perfection. Elle entend, par des contributions scientifiques de qualité, privilégier la quête de l'excellence. Elle veut apporter à l'actualité pensante, l'appui de la philosophie antique dont les avancées épistémiques ne se laissent pas jaunir par le temps.

En définitive, la revue *Agathos* se veut, à la fois, un instrument de pérennisation et de renouvellement du savoir. C'est un outil méthodologique et épistémologique permettant aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs de retrouver les approches anciennes. Comme telle,

elle s'efforce de faire éclore des paradigmes discursifs nouveaux, ou de nouvelles formes d'intelligibilités arrimées à des sources et ressources théoriques, doctrinales et conceptuelles, issues du creuset de la philosophie antique, dans un cheminement novateur et critique.

Le Comité de rédaction

## ÉQUIPE ÉDITORIALE

**Directeur de publication** : M. Donissongui SORO, Professeur Titulaire, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Directeur-Adjoint de publication** : M. Youssouf KOUMA, Maître de Conférences, philosophie africaine et égyptologie, Université Alassane Ouattara

**Rédacteur en chef** : M. Kolotioloma Nicolas YÉO, Professeur Titulaire, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Secrétaire de rédaction** : M. Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

## COMITÉ SCIENTIFIQUE

### Président

**Prof. David Musa SORO**, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

### Membres

**Prof. Niamké KOFFI**, Philosophie politique et sociale, Université Félix Houphouët-Boigny

**Prof. Tanella BONI**, Philosophie antique, Université Félix Houphouët-Boigny

**Prof. Paulin HOUNSOUNON-TOLIN**, Philosophie antique, Antiquité tardive, Sciences de l'éducation, Philosophie pour enfant et Philosophie de l'éducation, Université d'Abomey Calavy

**Prof. Tiémélé Ramsès BOA**, Histoire de la philosophie et philosophie africaine, Université Félix Houphouët-Boigny

**Prof. Élise Yapo, épouse ANVILLÉ**, Philosophie antique, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan

**Prof. Donissongui SORO**, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Prof. Kolotioloma Nicolas YÉO**, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

## COMITÉ DE LECTURE

### Président

**Prof. Aka Landry KOMÉANAN**, Philosophie Politique, Université Alassane Ouattara

### Membres

**Prof. Niamké KOFFI**, Philosophie politique et sociale, Université Félix Houphouët-Boigny

**Prof. Tanella BONI**, Philosophie antique, Université Félix Houphouët-Boigny

**Prof. Paulin HOUNSOUNON-TOLIN**, Philosophie antique, Antiquité tardive, Sciences de l'éducation, Philosophie pour enfant et Philosophie de l'éducation, Université d'Abomey Calavy

**Prof. Tiémélé Ramsès BOA**, Histoire de la philosophie et philosophie africaine, Université Félix Houphouët-Boigny

**Prof. Ludovic Doh FIÉ**, Esthétique et philosophie de l'art, Université Alassane Ouattara

**Prof. Kolotioloma Nicolas YÉO**, Maître de Conférences, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Prof. Élise Yapo, épouse ANVILLÉ**, Philosophie antique, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan

**M. Youssouf KOUMA**, Maître de Conférences, Philosophie africaine et égyptologie, Université Alassane Ouattara

**M. Ehouman KOFFI**, Maître de Conférences, Grammaire et linguistique du français, Université Alassane Ouattara

**M. Mahamoudou KONATÉ**, Maître de Conférences, Éthique et épistémologie, Université Alassane Ouattara

## COMITÉ DE RÉDACTION

**M. Naman Séni BERNI**, Maître de Conférences, Philosophie politique, Droits de l'homme et justice traditionnelle, Université Alassane Ouattara

**M. Baba DAGNOGO**, Maître de Conférences, Métaphysique et morale, Université Alassane Ouattara

**Dr Chifolo FOFANA**, Maître de Conférences, Philosophie politique et sociale, Université Alassane Ouattara

**Dr Pierre Nanou BROU**, Maître-Assistant, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Dr Caleb Siéna YÉO**, Maître-Assistant, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**M. Sanguen Kouadio KOUAKOU**, Ingénieur des systèmes et réseaux distribués, Université Alassane Ouattara

## SECRETARIAT DE RÉDACTION

**M. Fatogoma SILUÉ**, Maître de Conférences, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Dr N’goh Thomas KOUASSI**, Maître de Conférences, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Dr Bi Gooré Marcellin GALA**, Maître-Assistant, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Dr Nontonhoua Anne YÉO**, Maître-Assistant, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

**Dr Mamadou BAKAYOKO**, Maître-Assistant, Métaphysique et morale, Université Alassane Ouattara

**Dr Ange Alassane KONÉ**, Maître-Assistant, Philosophie antique, Université Alassane Ouattara

## PROTOCOLE DE RÉDACTION

La revue *Agathos* publie des textes inédits en langue française. Ils doivent parvenir sous forme numérique (fichier Word) au Secrétariat de rédaction, au moins trois mois avant la parution du numéro concerné. Pour être publiés, les textes soumis doivent se conformer aux normes d'édition des revues de lettres et sciences humaines dans le système CAMES (NORCAMES/LSH) et aux dispositions typographiques de la revue *Agathos*.

### **I. Les normes d'édition des revues de lettres et sciences humaines dans le système CAMES (NORCAMES/LSH)**

Les normes d'édition des revues de lettres et sciences humaines dans le système CAMES peuvent être articulées autour de six points fondamentaux.

#### **1. La structure d'un article**

La structure d'un article se présente comme suit : Titre, Prénom (s) et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en français, Mots-clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Références bibliographiques.

## 2. Les articulations d'un article

À l'exception de l'introduction, de la conclusion, des références bibliographiques, les articulations d'un article doivent être titrées et numérotées par des chiffres. (Exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1. ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

## 3. Les passages cités

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

## 4. Les références de citation

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur, Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées) ;
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur, Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupée du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens.
- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de comportements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des

comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

## 5. Les notes de bas de page

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

## 6. Les références bibliographiques

Ce point comprend, d'une part, les divers éléments d'une référence bibliographique ; et, d'autre part, la manière dont ils doivent être présentés.

### 6.1. Les divers éléments d'une référence bibliographique

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser, après le titre, le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>ème</sup> éd.).

### 6.2. La présentation des références bibliographiques

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITÉ Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

PLATON, 1966, *La République*, trad. Robert Baccou, Paris, Garnier-Flammarion.

## **II. Les dispositions typographiques**

Elles sont au nombre de trois.

1. Le texte doit être présenté en Times New Roman (TNR), taille 12, Interligne 1,5, Format A4, Orientation : mode portrait, selon les marges ci-après : haut : 3 cm ; bas : 3 cm ; gauche : 3 cm ; droite : 3 cm.
2. Le nombre de mots d'un article doit être compris entre 5 000 et 7 000.
3. Les différents titres doivent être présentés en gras, sans soulignement.

## SOMMAIRE

- La critique nietzschéenne de l'intellectualisme moral de Platon, YEO Sizongui Daniel.....p. 1**
- La conversion chez Plotin et chez Saint Augustin : le retour à l'unité ontologique, ANGORA N'gouan Yah Pauline Épse Assamoi et KOFFI Kouakou Marius, .....p. 21**
- Éducation négative rousseauiste : sens et importance pour une éducation ivoirienne dynamique, KOUADIO Affoua Thérèse .....p. 39**
- La brigade de surveillance de cessez-le-feu de la CEDEAO (ECOMOG) dans la résolution du conflit libérien de 1990 à 1997, KPALÉ Tchédé Boris Claver..... p. 54**
- L'intuition esthétique et rationalité scientifique : une approche dialectique, OUMAROU Garba.....p. 73**
- Critique de la vie quotidienne et nouvelle culture, KOUMA Youssouf .....p. 89**



*Agathos*, n°006, décembre 2022, <http://www.agathos-uao.net>

## **LA BRIGADE DE SURVEILLANCE DE CESSEZ-LE-FEU DE LA CEDEAO (ECOMOG) DANS LA RÉOLUTION DU CONFLIT LIBÉRIEN DE 1990 À 1997**

**KPALÉ Tchédé Boris claver**

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

[boriskpale@yahoo.fr](mailto:boriskpale@yahoo.fr)

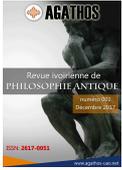
### **Résumé**

La constitution et l'expédition de l'ECOMOG au Libéria en tant que force d'interposition, a suscité une lueur d'espoir pour les Libériens pris dans le feu des combats et pour tous les épris de la paix. Mais, le conflit qui dévastait le Libéria a réveillé les rivalités latentes depuis la crise biafraise entre les États anglophones et francophones de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Malgré les divergences relatives à sa composition, l'ECOMOG a été engagé dans la résolution de ce conflit armé. Dans les premiers instants de son intervention, elle a tenté de ressusciter l'État libérien en mettant sur pied un gouvernement de transition. Cependant, cette entreprise s'est heurtée au refus de Charles Taylor dont le mouvement armé contrôlait la quasi-totalité du territoire libérien et n'acceptait pas de perdre sa position. Si dans le courant 1990-1995, la force d'interposition ouest africaine s'est montrée hostile à Charles Taylor, après la signature de l'accord d'Abuja II en 1995, elle a fait revirement. Désormais alliée de Charles Taylor, elle est passée du statut de pacificateur à la belligérance. Ainsi, au lieu de mettre fin à la crise libérienne dans un bref délai, l'ECOMOG l'a prolongée. Elle a accompagné Charles Taylor à la prise du pouvoir en 1997.

**Mots-clés :** CEDEAO, Conflit libérien, ECOMOG, Interposition, Libéria, Résolution, Rivalité

### **Abstract**

The constitution and expedition of ECOMOG to Liberia has arisen a glimmer of hope taken in the heat of the fights and passionate about peace. But, the conflict that devastated the country, has awoken the latent rivalries since the crisis of Biafra between the Anglophone and francophone states of the Economic Community of the West African States (ECOWAS). Despite the discordances related to its composition, ECOMOG has been involved in the Liberian scene. In its



first moments of intervention, it has tried to resurrect the country by forming a transition government. However, this action has come against with the refusal of Charles Taylor whose movement controlled almost all the Liberian territory and did not accept to lose its position. If during the period of time (1990-1995) the West African force of peace has shown itself hostile against Charles Taylor, after the signature of agreement of Abuja II, it has made a sudden turn. Being now an allied of Charles Taylor, it abandon its status of a peace maintaining force to become part of the Liberian conflict. In that position, it confirmed that it was not the messiah that was expected by the Liberians. It has taken an active part in the economy of war and violated the sanitary immunity. Instead of putting an end to the Liberian crisis in a short time, ECOMOG has prolonged it. It has accompanied Charles Taylor in his action to take the power in 1997.

**Key words :** Resolution, Liberian conflict, ECOWAS, ECOMOG, Interposition, Liberia, Rivalry

### **Introduction**

Après leur accession à l'indépendance, s'inspirant de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les États africains ont manifesté la volonté de se doter d'un cadre de résolution de leurs crises armées ou politiques. C'est donc dans cet esprit que l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA) a vu le jour en 1963. Dans la même dynamique, les pays de la sous-région ouest-africaine quant à eux, ont décidé de créer une zone d'intégration économique et monétaire pour promouvoir leur coopération. Ce désir s'est matérialisé par la création de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 1975. (T. S. Bidouzo, 2019, p.84). Aux fins de consolider leur coopération, les pays membres de cette communauté ont signé en 1978, un protocole de non-agression. En 1981, ils ont procédé à la signature d'un accord d'assistance mutuelle en matière de défense et de sécurité<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup>Le protocole d'assistance mutuelle entre les pays membres de la CEDEAO en matière de Défense a été signé à Freetown en Sierra Leone en 1981.



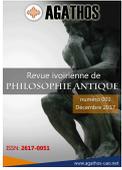
Le 24 décembre 1989, le Libéria, un membre à part entière de ladite Communauté s'est enlisé dans une guerre civile aux conséquences démesurées<sup>2</sup>. Afin de préserver ses acquis économiques, politiques et ses objectifs d'intégration, la CEDEAO était dans l'obligation d'intervenir pour trouver une solution de paix durable dans ce pays. Ainsi, le 07 août 1990, lors d'un sommet tenu en Gambie, elle mit sur pied une force d'interposition au Libéria, l'ECOMOG<sup>3</sup>. Cependant, la mission de surveillance du cessez-le-feu assignée à cette force d'interposition ouest-africaine a été détournée à des fins politico-militaires et économique. (B. R. Atché 2008, p.91). Elle a pris part aux hostilités et a noué des alliances avec certains groupes belligérants dont le Front National Patriotique Libérien (FNPL) et le Conseil Libérien pour la Paix (LPC). De ce fait, son intervention au Libéria a fait et continue de faire l'objet des débats contradictoires. Quels sont les facteurs du passage de l'ECOMOG du statut de pacificateur à la belligérance dans le conflit libérien ? La présente étude porte sur la période 1990-1997 : 1990 correspond à la constitution et à l'envoi de l'ECOMOG au Libéria. Elle marque aussi le réveil des rivalités entre les pays francophones et anglophones, membres de la CEDEAO à propos de la gestion de la crise libérienne. Quant à l'année 1997, elle coïncide avec l'organisation des élections présidentielles au Libéria et l'avènement de Charles Taylor au pouvoir. C'est au cours de cette année que l'ECOMOG, après avoir aidé Charles Taylor à accéder au pouvoir, a quitté le Libéria.

Cette analyse s'appuie sur les sources imprimées, les entretiens, les travaux scientifiques et sur les ouvrages. Elle se propose de montrer comment l'ECOMOG, au lieu de restaurer la paix, a contribué à intensifier et à prolonger la guerre au Libéria. Cet article examine en premier lieu, l'ambiance de divergences qui a prévalu à la constitution de l'ECOMOG. Ensuite, il pose un regard sur son hostilité à Charles Taylor. Enfin, il met en exergue le revirement de l'ECOMOG qui a favorisé l'avènement de Charles Taylor au pouvoir.

---

<sup>2</sup> La guerre au Libéria a débuté par le massacre des populations civiles et les dégâts matériels dans la région dont Samuel Doe est originaire avant de s'étendre à l'ensemble du territoire libérien.

<sup>3</sup> L'ECOMOG est calquée sur le modèle des forces de la paix des Nations Unies.



## **1. La difficile constitution de l'ECOMOG**

Vu la spirale de violence indescriptible qui se déployait au Libéria, la CEDEAO se devait d'intervenir. À cet effet, il lui fallait constituer une force militaire pour s'interposer entre les belligérants libériens. Mais, la constitution de la force d'interposition qu'elle a envisagée a été très tôt objet de divergences entre les États anglophones et francophones et le réveil de leurs rivalités latentes depuis la guerre du Biafra.

### **1.1. Les rapports entre les pays francophones et anglophones de la CEDEAO**

Dans les États africains, le conflit qui dévaste le voisin devient le lieu d'émulation des puissances étrangères et des pays africains. Il est aussi un terrain de vengeance et de constitution de coalitions. Le Libéria n'a pas échappé à cette réalité. En effet, la Côte d'Ivoire et le Nigéria voulaient en découdre à propos de la crise biafraise<sup>4</sup>. Le conflit libérien était pour eux, une occasion. La France-Afrique tenait à prendre sa revanche suite suite au revers essuyé à l'occasion de la guerre du Biafra<sup>5</sup>. Cette revanche obéissait à un double objectif. Elle est d'abord économique. Pour les Franco-africains, il s'agissait de donner l'avantage aux réseaux libano-ivoiriens sur leurs rivaux nigériens dans le contrôle du trafic des pierres précieuses (or, diamant) et le bois libérien. Les deux pays étaient également attirés par le port de Monrovia et ses entrepôts de contrebandes. (F.V. Xavier, 1998, p.202).

Au plan militaire et politique, il était question de mettre en échec toute tentative du Nigéria d'affirmer son hégémonie et ses ambitions de devenir le gendarme en Afrique de l'Ouest. À cet effet, le bloc de la France-Afrique s'est davantage renforcé. Si hier dans le conflit biafrais, il était animé par le Général De Gaulle, Jacques Foccart, Felix Houphouët et Omar Bongo, ce schéma a connu par la suite un léger aménagement<sup>6</sup>. Blaise Compaoré, nouvellement promu chef

---

<sup>4</sup> La France et ses pays satellites (Côte D'Ivoire, Gabon) ont soutenu la rébellion du Colonel Odjuku contre le gouvernement fédéral du Nigéria. Mais avec l'appui de ses soutiens extérieurs tels que l'URSS et la Grande Bretagne, le Nigéria a pu écraser la rébellion du Biafra et s'est réunifié.

<sup>5</sup> Dans la guerre du Biafra qui a ravagé le Nigéria de 1967 à 1970, Jacques Foccart et Houphouët Boigny étaient les principaux coordonnateurs des soutiens du Colonel Odjuku

<sup>6</sup> Les Présidents Félix Houphouët Boigny et Oumar Bongo étaient les plus influents défenseurs des intérêts de la France en Afrique. Quant à Jacques Foccart, il fut le coordonnateur des manœuvres de la France Afrique.



d'État burkinabé avec l'onction de la France-Afrique s'est positionné en lieu et place de Omar Bongo<sup>7</sup>. En plus de l'entrée de Blaise Compaoré dans la France-Afrique, elle a enregistré le rapprochement inattendu de la Libye de Mohamad Kadhafi.

## **1.2. L'alliance de circonstance entre la Libye et la France-Afrique**

Le soutien de la Libye à Charles Taylor et son greffage à la France-Afrique reposèrent sur des considérations politiques. En effet, la double hostilité de Mouammar Kadhafi contre les États-Unis et le Nigéria représentait un gain aux yeux de la France-Afrique<sup>8</sup>. Quant aux États-Unis, en ce qui concerne la protection de leurs intérêts économiques au Libéria, ils veillèrent à limiter l'influence des Soviétiques et celle de la Libye en Afrique de l'Ouest. Ils considèrent Charles Taylor comme un pion de Tripoli qu'il fallait donc empêcher de parvenir au pouvoir au Libéria. (A. K. Agbobli, 1990, p.28). Mais, dans le conflit libérien, ils ont adopté une posture de réserve Ce qui ne donnait pas au Colonel Kadhafi, la possibilité d'exploiter au mieux l'opportunité. Pourtant, il aspirait ardemment torpiller leurs intérêts au Libéria en soutenant Charles Taylor et son mouvement armé<sup>9</sup>. Toutefois, l'implication du Nigéria au Libéria avec l'appui américain lui donnait une aubaine de régler des comptes à son rival continental. (S. Cessou, 1993, p.24). En décembre 1990, alors qu'il s'activait pour ce règlement de compte, le Nigéria accueillait une légion anti-Kadhafi exilée au Tchad. Cette légion a été évacuée par les États-Unis lorsque le Général Idris Deby, proche de Kadhafi a pris le pouvoir à N'Djamena. (R. Otayek, 1983, p.51). Cet acte vient renforcer l'engagement du Colonel Kadhafi aux côtés de la France-Afrique.

En Kadhafi, les Franco-africains voyaient sa capacité financière et de pourvoyeur d'armes de nouvelle génération pour propulser le Front National Patriotique Libérien (FNPL) de Taylor sur le terrain de guerre. Dans cette optique, la même France-Afrique qui diabolisait hier Thomas Sankara pour son voyage à Tripoli, faisait les éloges de Blaise Compaoré qui affichait ses

---

<sup>7</sup> Blaise Compaoré a pris le pouvoir par un coup de force en évinçant Thomas Sankara.

<sup>8</sup>Le Nigéria était toujours considéré par le Président libyen comme un véritable obstacle à ses ambitions hégémoniques et politiques continentales.

<sup>9</sup>Charles Taylor, Prince Johnson et leurs compagnons qui ont déclenché la guerre au Libéria en 1989 ont été tous formés en Libye avec l'accord et les faveurs du Colonel Kadhafi.



excellentes relations avec le Président libyen tout comme Taylor. L'objectif est similaire à celui de la crise du Biafra. Il s'agit de mettre en difficulté les pays anglophones afin de les supplanter au Libéria. Vu les ambitions et l'engagement des pays francophones, le Nigéria et le Ghana notamment ont aussi pris des dispositions pour les contrer au Libéria.<sup>10</sup>

### **1.3. Les dispositions et divergences au sein de la CEDEAO**

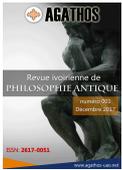
Alors que s'envisageait la création de l'ECOMOG et la mise en place des bases juridiques de cette force d'interposition entre les belligérants libériens, le Nigéria, le Ghana et la Guinée-Conakry menacèrent en août 1990 d'évacuer leurs ressortissants. Prétendant la mise en péril de la vie des milliers de ses ressortissants au Libéria, le 16 août 1990, le Nigéria est passé à l'offensive. Son aviation appuyée par les appareils ghanéens bombardait les positions du FNPL. (M. Djédjro, 1993, p. 411).

Il était question de désorganiser et d'affaiblir les troupes rebelles de Taylor qui foncèrent tout droit sur Monrovia. Pour anticiper sur l'intervention militaire de la CEDEAO, le Général Ibrahim Babangida, alors Président du Nigéria exprimait sans cesse son inquiétude sur la situation du Libéria. Derrière son discours sur la situation humanitaire se masquaient des ambitions politico-économiques. S'appuyant sur le protocole de non-agression de la CEDEAO et l'argument d'assurer un climat de paix et de stabilité dans la sous-région ouest africaine, il mit finalement en place un comité permanent de médiation pour le Libéria<sup>11</sup>. Ce comité évoquait la menace que faisait peser le conflit libérien sur l'Afrique de l'Ouest. De son côté, le Président Houphouët Boigny contestait le rôle d'un comité permanent de médiation placé sous l'influence du Nigéria. Il exigeait la mise en place d'un comité de cinq pays membres de la CEDEAO (M. Djédjro, 1993, p. 411). Cette exigence était purement d'ordre politique. En effet, la superposition du comité de cinq au comité permanent de médiation, répondait au désir du Président ivoirien de contrer l'imposition des décisions du Nigéria aux autres membres de la CEDEAO.

---

<sup>10</sup> La Guinée Conakry s'est toujours montrée hostile à la France depuis son non à la Communauté française en 1958.

<sup>11</sup> Ce comité permanent de médiation était composé du Nigéria qui présidait la CEDEAO en 1990, de la Gambie, du Ghana, du Mali et du Togo.



*Agathos*, n°006, décembre 2022, <http://www.agathos-uao.net>

Pour contourner les exigences de Félix Houphouët Boigny, le Nigéria et le Ghana ont précipité la création de l'ECOMOG le 07 août 1990. Un acte que la Côte D'Ivoire, le Burkina-Faso, le Sénégal et le Mali n'acceptèrent pas. Pour eux, la prédominance des soldats nigériens dans la composition de l'ECOMOG posait un problème d'équilibre et de caractère d'une force impartiale intégrée. Le Mali, a quant à lui, formulé sans diplomatie son refus. Son ministre des Affaires étrangères N'Golo Traoré déclarait : « Il n'était pas opportun que le Mali apporte sa contribution à la constitution de la force d'interposition de la CEDEAO. Car, l'intervention au Libéria a été préparée par une commission militaire à laquelle le Mali n'a pas participé ». (R. Otayek, 1983, p.51). Lui emboitant le pas, son homologue Sénégalais Oumar Sy disait : « Toute intervention au nom de la CEDEAO devait relever d'un sommet extraordinaire réunissant tous les membres ». (R. Otayek, 1983, p.51). Telle est l'ambiance qui a prévalu à la constitution de l'ECOMOG. Le second axe de cette étude s'articule autour de l'hostilité de l'ECOMOG contre Charles Taylor et sa stratégie pour le contenir.

## **2. De la récusation de l'ECOMOG par Charles Taylor à l'affrontement**

Malgré les divergences au cœur de la CEDEAO, l'ECOMOG a débarqué au Libéria le 25 août 1990. Mais, sa mission s'est heurtée au refus de Charles Taylor de la voir s'installer sur le territoire libérien.

### **2.1. La réplique de l'ECOMOG aux attaques du FNPL**

Avant l'annonce de la date de l'arrivée de l'ECOMOG au Libéria, le FNPL contrôlait presque l'ensemble du territoire libérien. Charles Taylor n'attendait pas reculer. À cet effet, il a décidé de prendre de vitesse la force d'interposition afin de s'emparer de Monrovia avant l'arrivée des premiers contingents composés essentiellement des éléments de l'armée nigérienne. (E. M. Mbonda 2008, p.18). Il procédait par des menaces : « *Si le Nigéria intervient, il sera considéré comme ennemi et combattu au même titre que l'armée de Samuel Doe* ». (R. Otayek, 1983, p.51). En dépit de la dissuasion et des menaces, l'ECOMOG a atterri à Monrovia le 25 août 1990. Dans les premiers instants de son intervention, elle a tenté de réhabiliter l'État libérien démolé par les



factions rivales en s'appuyant sur le gouvernement provisoire d'Armos Sawyer issu de la conférence inter-libérienne du 02 septembre 1990 de Banjul. Elle a protégé les milliers de Libériens ayant trouvé refuge dans les camps de déplacés internes à Monrovia<sup>12</sup>. Mais, cela ne pouvait qu'être de courte durée.

Charles Taylor la dénonçait comme un cheval de Troie nigérian. Il conteste sa légitimité et sa vocation à être une force impartiale. Il accusait le Nigéria de nourrir des sympathies pour Samuel Doe et pour ce qui restait de son armée. (M. Diallo, 1991, p.25). Considérant l'ECOMOG comme une force d'occupation qui vient faire obstacle à sa victoire militaire très proche, il jouait le pourrissement de la situation. Ses combattants se livrèrent à l'exécution des ressortissants nigériens, ghanéens et ceux de la Guinée-Conakry. Ils ont saccagé les locaux diplomatiques des pays susmentionnés<sup>13</sup>. Après cette phase d'intimidation, le FNPL prit en otage 108 soldats de l'ECOMOG. (F. X. Verschave, 1998, p.223). Il s'en est suivie une multitude d'offensives contre sa base opérationnelle.

La réplique fut fatale pour la Côte D'Ivoire, soutien indéfectible de Charles Taylor. En effet, le Libéria était sous embargo militaire mais le FNPL était approvisionné à partir la Côte D'Ivoire qui lui servait de base arrière<sup>14</sup>. Ce qui compliquait énormément la tâche à l'ECOMOG. Pour asphyxier Taylor et son mouvement, à la demande du Nigéria, la CEDEAO décida d'imposer un embargo économique et de boucler tous les points d'approvisionnement des factions en armes et munitions. Dans cette perspective, l'ECOMOG a pilonné à deux reprises, les 27 février et 27 mai 1993 le village de Gbinta servant d'entrepôt de ravitaillement en armes et munitions au FNPL à la frontière ivoiro-libérienne<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> Entretien avec Marcel Akpovo à Monrovia le 28/11/2016.

<sup>13</sup> Entretien avec Marcel Akpovo à Monrovia le 28/11/2016.

<sup>14</sup> Entretien avec Kei Jackson, habitant du village de Logouato, non loin du village de Gbinta du côté de la Côte d'Ivoire.

<sup>15</sup> Gbinta fait face à Logouato, premier village libérien situé juste derrière le pont matérialisant la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire.



Pour résoudre la question de la domination nigériane de l'ECOMOG, les États-Unis avaient encouragé l'intégration du contingent sénégalais dont ils obtiennent l'engagement. En vue de motiver les soldats sénégalais, ils leur offrirent des équipements militaires d'une valeur de 15 millions de dollars et une remise de 42 millions de dollars de dette à l'État sénégalais. (F. X. Verschave, 1998, p.223). Expédiées à la frontière sierra-léonaise pour court-circuiter le Front Révolutionnaire Uni (RUF), soutien armé de Charles Taylor, ces troupes sénégalaises furent prises à la gorge. Elles ont enregistré dans leurs rangs de lourdes pertes en vies humaines. (P. Gaillard 1996, p.28). Cet accrochage a entraîné leur repli total sur Monrovia en 1992. Puis s'en est suivi leur rapatriement en décembre de la même année. (R. Mortimer, 1996, p.304). Ceci dit, malgré l'embargo sur les armes, la rébellion de Charles Taylor n'a cessé de multiplier les attaques pour déstabiliser l'ECOMOG. Au regard du déploiement de la machine de guerre de Charles Taylor, la force d'interposition ouest africaine a forgé une stratégie pour le freiner dans son élan.

## **2.2. La stratégie de l'ECOMOG pour contenir le FNPL**

Incapable de venir à bout du FNPL, l'ECOMOG, a apporté de façon souterraine son soutien militaire et logistique à certaines factions à commencer par l'United Libération Fort Democratic in Liberia (ULIMO)<sup>16</sup>. Cette faction composée des partisans de Samuel Doe bénéficiant de son appui, harcelait les forces du FNPL en leur imposant la guerre d'usure. Elle s'illustrait aussi dans les massacres des civils. En 1993, le contingent nigérian a contribué à la création du Conseil Libérien pour la Paix (LPC), un autre mouvement anti-Taylor<sup>17</sup>. Ils ravitaillèrent cette faction en armes et en munitions alors qu'elle se caractérisait par son agressivité vis-à-vis des populations civiles et des humanitaires<sup>18</sup>.

Au plus fort de la guerre, pour étouffer le FNPL, l'ECOMOG a choisi d'instrumentaliser l'assistance humanitaire. Dans cette dynamique, alors que le Comité International de la Croix-

---

<sup>16</sup> ULIMO est une faction partie au conflit libérien. Elle est une composition des Mandingo et des Krhan, deux ethnies proches de Samuel Doe.

<sup>17</sup> Entretien avec Alpha Bah sur le rôle de l'ECOMOC dans l'émergence du LPC sur la scène libérienne et son armement.

<sup>18</sup> Dans les territoires sous contrôle du LPC, les civils et les humanitaires ont subi toute forme de tortures entre 1993 et 1997.



Rouge (CICR), malgré le climat d'insécurité, luttait pour acheminer vivres et soins médicaux de tous les côtés du front, elle a imposé un blocus humanitaire hermétique à l'ensemble du territoire contrôlé par le FNPL connu sous le nom de Taylorland<sup>19</sup>. Elle n'a pas hésité à pilonner les entrepôts d'assistance du CICR, de Médecin Sans Frontière (MSF) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM)<sup>20</sup>. Les convois humanitaires engagés sur la voie menant à la zone contrôlée par la rébellion de Charles Taylor sont délibérément pilonnés par ses avions. (R. Brauman, 2009, p.115). Ainsi, la faim sciemment entretenue dans une large partie du pays a fait périr des milliers de personnes.

Malgré leurs obligations vis-à-vis des Conventions de Genève, les soldats de l'ECOMOG qui, a priori, sont sensés connaître, respecter et faire respecter le Droit International Humanitaire (DIH), ont violé l'immunité sanitaire. Le témoignage de Walter Gwenigale, ex-Ministre libérien de la Santé le confirme. Selon lui, le 05 novembre 1992, l'ECOMOG a attaqué l'hôpital de Harbel, le 10 mars 1993, elle a bombardé Phebe hospital. Le 18 mars 1993, elle prit pour cible l'hôpital de Greenville<sup>21</sup>.

Par ailleurs, les casques blancs ont activement pris part à l'économie de pillage<sup>22</sup>. Le Nigéria, pays pilote des opérations de l'ECOMOG était devenu le principal débouché de biens pillés, de la logistique, des vivres et soins médicaux des humanitaires. En 1994, les infrastructures du port minier de Buchanan ont été également démantelées en partie pour alimenter l'économie de guerre sur les marchés nigériens. (F. Weismann, 1996, p.16). Les locaux de la Liberian International Mining Compagny (LAMCO), sis à Buchanan n'ont pas été épargnés des pillages. Ses équipements ont été transférés au Nigéria par voie maritime. (Amnesty International 1995,

---

<sup>19</sup>Le Taylorland est la partie du territoire libérien conquis par Charles Taylor. Gbarnga était la capitale de ce « territoire ».

<sup>20</sup> Entretien avec Kehy Samson, ex- soldat de l'ULIMO

<sup>21</sup> Entretien avec Antony Bettee, à Jacobtown

<sup>22</sup> Entretien avec Bowen Esther, elle a témoigné comment les éléments de l'ECOMOG ont participé aux activités commerciales pendant la guerre.



p.8). Tout comme les factions opposées, les casques blancs se sont livrés à l'exploitation illicite des ressources naturelles du Libéria<sup>23</sup>.

Les contingents nigériens et ghanéens, déguisés derrière l'image de l'ECOMOG, se sont emparés du port minier de Buchanan<sup>24</sup>. Alors que ce port était passé dès les premières heures des hostilités sous le contrôle de Taylor<sup>25</sup>. L'absence de mécanisme de sanctions à l'encontre des supposés soldats d'interposition a encouragé leur participation à la commission des crimes de guerre et à l'atteintes aux droits humains. La non soumission à aucune contrainte et le fait de n'avoir pas à répondre de leurs actes a encouragé certains soldats du contingent nigérien à se livrer au pillage systématique des biens des Libériens sans être inquiétés.

Certains ex-commandants nigériens en fin de mission sont revenus au Libéria pour poursuivre les opérations commerciales dont ils tirèrent profit dans le bain de sang. Les biens mobiliers des Libériens et le matériel des organismes humanitaires pillés pendant les combats étaient directement acheminés à la base de l'ECOMOG sise au Port de Monrovia pour être vendus à des prix dérisoires<sup>26</sup>. Pour témoigner cette attitude de l'ECOMOG, qui s'est érigée en partie prenante au conflit et en potentiel pillleur, E.S. V. Mierop (1996, p. 105) écrit en ces termes :

Pendant quelque temps, les Libériens ont accepté le vol de leur pays comme le prix à payer pour la sécurité instaurée par les troupes ouest-africaines dans les havres de paix qu'elles contrôlaient. Mais la colère s'est accrue lorsque la population a réalisé que l'ECOMOG n'exploitait pas seulement les richesses du Libéria pour ses intérêts propres, mais également incapable d'assurer la protection des civils. Cela amène à dire que pour des intérêts particuliers au Libéria, l'opération de maintien de paix a été dévoyée. En fin de compte, l'ECOMOG a fait revirement au profit de Charles Taylor.

---

<sup>23</sup> Entretien avec Samson Bahum sur le pillage des ressources naturelles du Libéria par les contingents de l'ECOMOG.

<sup>24</sup> Entretien avec Marcel Akpovo et Mohomy Hasting respectivement à Ganta et à Monrovia les 15 et 17/12/12. 2016

<sup>25</sup> Le port de Buchanan était le principal pôle économique du Taylorland.

<sup>26</sup> Entretien avec Amara Koné à l'UNICEF-Monrovia et Marcel Akpovo à MINUL les 12 et 13/12/2016.



### **3. Du revirement de l'ECOMOG à l'ascension de Charles Taylor au pouvoir**

Le Nigéria a finalement confirmé que l'ECOMOG ne s'était pas investie dans la mission de restauration de la paix au Libéria. Sous son influence, elle a fait revirement et a favorisé en fin de compte l'arrivée de Charles Taylor au pouvoir.

#### **3.1. Le revirement de l'ECOMOG**

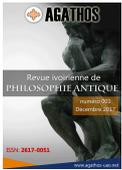
À partir de 1995, on assiste à un scénario de retournement de l'ECOMOG dans le conflit libérien. Ces manœuvres avaient pour objectif de favoriser la victoire de Taylor tout en ménageant de gros intérêts nigériens plus ou moins avouables<sup>27</sup>. En mai 1995, après sept ans de violence, de violation du DIH et de vaines négociations, l'ECOMOG a changé de posture. Charles Taylor était désormais sur la voie de réussir son "projet". Devenus dorénavant alliés, l'ECOMOG et le FNPL conjuguèrent leurs forces pour faire un front commun contre les autres factions considérées comme les prédateurs de second rang. (P. S. Ndiaye, 2011, p.276). Il convient de souligner que ce revirement de l'ECOMOG profitable à Charles Taylor était relatif à la situation sociopolitique qui prévalait au Nigéria<sup>28</sup>. En effet, le Nigéria s'est enfoncé dans la dictature du Général Sani Abacha. Ce dernier s'est emparé du pouvoir en confisquant les résultats des élections présidentielles de 1995. Ce changement brusque au Nigéria a donné un coup d'accélérateur à la résolution politique de la crise libérienne. À l'issue du sommet d'Abuja II, pour afficher sa rupture avec les anglo-saxons, Sani Abacha a basculé dans le camp des Franco-africains. (P. Gaillard, 1996, p. 27).

Ainsi, si entre 1990 et 1995, la présence de l'ECOMOG s'est caractérisée par son hostilité à Charles Taylor, dès 1995, elle affichait sa prise de position pour ce dernier. Ce revirement s'illustre par les violents combats qui se sont déroulés sous son regard inerte en avril 1996. (P. Gaillard, 1996, p.28). En effet, suite à un affrontement entre l'ECOMOG et ULIMO-J de Roosevelt Johnson à Tubmanburg Charles Taylor, avec le soutien d'Alhaji Koromah, chef de

---

<sup>27</sup> Avec la prise du pouvoir par de Sani Abacha, la position du Nigéria vis-à-vis de Charles Taylor a changée.

<sup>28</sup> Le Nigéria s'est enfoncé dans une dictature féroce sous la houlette du général Sani Abacha. En 1995, ce dernier s'est emparé du pouvoir en confisquant les résultats de l'élection présidentielle. Ce tournant décisif préfigurait la fin de la guerre libérienne.



l'ULIMO-K accusait Roosevelt d'avoir commis des meurtres et de saboter le processus de paix<sup>29</sup>. Unilatéralement, il a radié Roosevelt Johnson du Conseil d'État et a lancé un mandat d'arrêt contre lui. De violents affrontements s'en ont suivis entre le FNPL, ULIMO-K et l'ULIMO-J soutenu par le LPC de Georges Boley<sup>30</sup>.

L'ECOMOG n'a pas fait la moindre tentative pour empêcher ces combats dans les rues de Monrovia. Alors que les membres du Conseil d'État accusèrent Charles Taylor d'avoir pris de façon unilatérale une décision relevant de l'ensemble de ses membres pour révoquer Roosevelt Johnson, la force d'interposition est restée sans réaction. Au moment où les Libériens se sont retrouvés pour une énième fois otage des combats, les contingents de l'ECOMOG ont abandonné leurs positions. (F. Weissman 1996, p.95). Tandis que la folie meurtrière battait son plein, les soldats de l'ECOMOG étaient préoccupés par l'évacuation à bon prix des expatriés et les hommes d'affaires. (E.S. V. Mierop, 1996 p.105).

Dans sa nouvelle posture de rapprochement à l'égard Charles Taylor, l'ECOMOG a procédé à un rhabillage de l'assistance humanitaire. (E.S. V. Mierop, 1996, p.105). En effet, elle utilisait l'aide alimentaire et médicale que fournissaient le CICR et les autres organismes humanitaires comme un appât de la paix<sup>31</sup>. À cet effet, elle a mis en place la stratégie **Food for Peace** (M-A. P. D. Montclos, 2001, p.60). Dans cette logique, elle attirait dans son sillage des organismes humanitaires afin qu'ils s'implantent directement après son passage dans les zones qu'elle place sous ses auspices. Elle utilisait l'étiquette humanitaire pour négocier l'ouverture des routes vers Gbarnga et la mine de Bong, territoire sous le contrôle du FNPL de Taylor<sup>32</sup>.

Cela dit, depuis la signature de l'accord d'Abuja II en 1995, l'ECOMOG a mis un terme à l'entrave aux opérations d'assistance dans le **Taylorland**. Afin de forcer la réticence des autres factions belligérantes, les forces d'interposition promettaient l'envoi des convois humanitaires sur

---

<sup>29</sup> Les affrontements qui ont opposé l'ECOMOG à l'ULIMO-J à Tubmanburg ont fait 20 morts dans les rangs de la force d'interposition.

<sup>30</sup> Georges Boley est un dissident de l'ULIMO. Il est enseignant à l'Université de Monrovia.

<sup>31</sup> Entretien avec Alpha Bah.

<sup>32</sup> Selon Pap Nyamah, l'ECOMOG a une stratégie (**Food for Peace**) de détournement de l'assistance alimentaire et médicale afin d'avoir accès aux territoires qui lui sont hostiles.



une base paritaire dans les différentes zones d'occupation. En réalité, cette manœuvre d'instrumentalisation de l'aide humanitaire était profitable à Charles Taylor, nouvel allié du Nigéria.

### 3.2. L'avènement de Charles Taylor au pouvoir

En 1996, sur la base de l'Accord d'Abuja II de 1995, un Conseil d'État a été mis sur pied afin de mieux préparer les élections de sortie de crise. Ce Conseil d'État est placé sous la présidence de Ruth Sando Perry<sup>33</sup>. C'était une sorte de présidence collégiale composée de six membres susceptibles de conduire le Libéria aux élections libres et transparentes<sup>34</sup>. Ces élections prévues pour 1997 avaient suscité un espoir pour les Libériens. Mais, le pays était toujours morcelé entre les mains des seigneurs de guerre qui hésitent à rendre leurs armes à l'ECOMOG<sup>35</sup>. Au sein du Conseil d'État, les tensions restaient toujours tendues et cela empêchait la pacification du pays.

Les violents affrontements d'avril 1996 décrits dans les lignes précédentes ont confirmé l'échec du Conseil d'État et le non-respect des clauses de l'accord d'Abuja II. En dépit des tensions au sein du Conseil d'État, comme le prévoyait l'accord de paix d'Abuja II, les trois chefs des principales factions, à savoir : Charles Taylor (FNPL), Alhaji Koromah (ULIMO-K) et Georges Bolley du (LPC) ont tous démissionné de leur poste de vice-présidents du Conseil d'État le 28 février 1997 afin de remplir les conditions d'éligibilité.

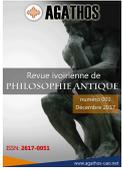
Sous la supervision de la CEDEAO, leurs mouvements armés sont convertis en partis politiques. En plus des trois seigneurs de guerre susmentionnés, des candidatures sont enregistrées dans la société civile. Il s'agit de celle de Baccus Mathews pour l'United Peoples Party (UPP) et celle de Cletus Wotrson pour le Libéria Action Party (LAP). Ellen Johnson Sirleaf et George Toeh

---

<sup>33</sup> Selon Kei Jackson et Alpha Bah, Ruth Sando Perry est institutrice de formation et femme politique issue d'un parti politique très hostile à Samuel Doe.

<sup>34</sup> Le Conseil d'État était composé de trois chefs de guerre : Charles Taylor du FNPL, Alhaji Koromah de ULIMO-K, George Boley au compte de la coalition (LPC, ULIMO-J de Roosevelt Johnson) et de trois civils Wilton Sankawulo Tama Taylor chef traditionnel et d'Oscar Jaryee Quiah, représentant de la société civile.

<sup>35</sup> Dans l'accord de paix signé à Abuja, le désarmement des factions par l'ECOMOG était inscrit à l'ordre du jour. Mais loin de respecter ce compromis, Charles Taylor, Aladjji Koromah et Johnson Roosevelt profitant du calme qui régnait dans la capitale ont infiltré leurs hommes en armes.



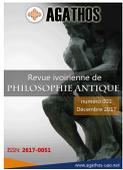
*Agathos*, n°006, décembre 2022, <http://www.agathos-uao.net>

Washington figuraient sur la liste des candidatures en tant que candidats indépendants. (Courrier, 1997, p.36). Programmée pour le mois de mai, c'est en juin 1997 que la campagne électorale fut ouverte.

Malgré la présence des troupes d'interposition de la CEDEAO, Charles Taylor menaçait de reprendre les armes s'il ne remportait pas les élections. (W. Reno, 2002, p.66). Éprouvés par une guerre atroce de sept ans et craignant la reprise des hostilités, les Libériens aspirèrent se soustraire de la violence. Ils ont élu Charles Taylor aux  $\frac{3}{4}$  des suffrages exprimés en juillet 1997 sans incident. (J. Rupert, 1997 pp.12-13). Mais, le silence des armes n'a été que momentané. Au bout de deux ans d'accalmie seulement, la symphonie des canons a repris au Libéria en 1999 après le retrait de l'ECOMOG.

### **Conclusion**

Le conflit libérien a nécessité l'intervention militaire de la CEDEAO. Mais la constitution de l'ECOMOG en tant que force d'interposition entre les belligérants libériens s'est heurtée à l'émulation hégémonique et à la guerre géopolitique que se livrèrent le Nigéria et la Côte D'Ivoire. Si dans les premiers instants de son engagement, la force d'interposition ouest africaine a fait preuve d'hostilité contre Charles Taylor et son mouvement armé, avec le prolongement du conflit dans le temps, elle s'est écartée de son statut de pacificateur pour devenir un déstabilisateur supplémentaire du Libéria. Elle a contribué à prolonger la guerre et à amplifier les souffrances des Libériens. Après sept ans de vaines négociations et la signature de 14 accords sans effet, l'ECOMOG a fait revirement pour accompagner Charles Taylor à sa prise du pouvoir en 1997 avant de se retirer du Libéria.



## Sources orales et Références bibliographiques

### 1. Sources orales

Noms et Prénoms des enquêtés	Statut social	Lieux et dates d'entretien	Thèmes abordés
BOWEN Esther	Commerçante, victime de guerre	Ghanaville (Monrovia) le 28/11/2016	La participation de l'ECOMOG à l'économie de guerre au Libéria.
KEI Jackson	Chef de famille à Logouato	Logouato village le 27/11/2016	Les bombardements du village de Gbinta par l'ECOMOG
AKPOVO Marcel	Représentant du Haut-commissaire des droits de l'homme au Libéria (MUNIL)	Monrovia (MUNIL) les 13 16/12/2016	Les affrontements entre l'ECOMOG et les FNPL, La désorientation de la mission de l'ECOMOG
ANTONY Bettee	Délégué médical	Monrovia 22/12/2016	L'utilisation de l'aide humanitaire comme un appât par l'ECOMOG
BAH Alpha	Enseignant-Chercheur à l'Université de Monrovia	Université de Monrovia le 09/12/2016	Les rapports entre les factions armées et l'ECOMOG



BAHUM Samson	Commerçant	Ganta 21/12/2016	Le pillage de diamant, or et des biens mobiliers par les troupes de l'ECOMOG
LEWEE Adha	Ménagère	Toetwon le 29/11/2016	La non réaction de l'ECOMOG lors des affrontements entre factions en avril 1996
MOHOMY Hasting	Volontaire à la Croix-Rouge libérienne	Ganta le 17/12/2016	L'attaque des bâtiments sanitaires et des humanitaires par l'ECOMOG et les groupes armés

## 2. Références bibliographiques

AGBOBLI Atsutsé Kakouvi, 1990, « Libéria Pax nigeriana », *Jeune Afrique*, N° 1552, p. 28.

ATCHE Bessou Raymond, 2008, *Les conflits armés internes en Afrique et le droit international*, Thèse de Doctorat soutenue à l'Université de Cergy-Pontoise, 380 p.

BIDOUZO Thierry Sédjro, 2019, *Les Organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaire en Afrique, Confluence des droits*, disponible sur <http://dice.univ-amu.fr/fr/dice/publication/confluence-droit>, consulté le 18/04/2022.

CESSOU Sabine, 1993, « Libéria, offensive contre Charles Taylor », *Jeune Afrique* n°165 de mars 1993, p. 24-27.

DIALLO Mariam, 1991, « Monrovia, carrefour des sentiers de guerre », *Jeune Afrique*, n° 1604, p.3-6.



*Agathos*, n°006, décembre 2022, <http://www.agathos-uao.net>

FRANÇOIS Xavier Verschave, 1998, *La France Afrique, Le Plus long scandale de la République*, Paris, stock, 380 p.

GALY Michel, 1998, « Libéria, machine perverse : anthropologie politique du conflit libérien » in *Cahier d'études africaines*, n°150-152, vol 38, p.533-553.

GLOBAL WITNESS, Rapport de 1999 relatif à l'élection présidentielle de 1997 au Libéria.

KPALÉ Tchédé Boris Claver, *L'action du Comité International de la Croix-Rouge dans le conflit libérien de 1990 à 2008*, Thèse de Doctorat, 351 p.

KPATINDÉ Francis, 2003, « Libéria-Côte D'Ivoire, un pyromane nommé Taylor », *Jeune Afrique l'intelligent* n°2205, p. 8.

MELEDJE Djédjro, 1993, « La guerre civile du Libéria et la question de l'ingérence dans les affaires internes », *Revue belge du droit international*, Bruxelles, Édition Bruyant, p. 394.

MIEROP VAN Ed Schenkenberg, 1996, *La protection de civils dans les conflits*, Paris, la Découverte, 234 p.

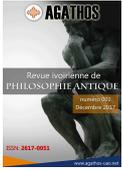
MORTIMER Robert, 1996, « Le rôle du dans l'ECOMOG : la dimension francophone de de la crise libérienne », *Journal of Moderne African Studies*, p. 304.

NDIAYE Papa Samba, 2011, *Entre contraintes et bonnes intentions, les difficultés des organisations internationales africaines dans le domaine du maintien de la paix. L'exemple de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Côte d'Ivoire (Libéria, Sierra Leone et Guinée Bissau) de 1990 à 200*, Thèse de Doctorat, Université d'Ottawa, 576 p.

OTAYEK René, 1983 « l'intervention du Nigéria dans le conflit tchadien heurs et malheurs d'un nouveau centre de pouvoir », *Le Mois en Afrique*, n° 209-210, de juin-juillet 1983, p. 51.

RONY Brauman, 1995, *L'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 128 p.

RUPERT James, 1997, « Libéria, le plus fort a gagné », *Jeune Afrique*, n°1908, p.12-13.



*Agathos*, n°006, décembre 2022, <http://www.agathos-uao.net>

WEISSMAN Fabric, 1996, *Le Libéria otage des seigneurs de guerre*, Rapport annuel de Médecins Sans Frontières, population en danger, 62 p.

YABI Giles, 2003, « un si long chemin vers la paix », *Jeune Afrique l'Intelligent*, n°2225, p.3.

YABI Giles, 2010, « Le rôle de la CEDEAO dans la gestion des conflits en Afrique de l'ouest : le cas de la Guinée Bissau », *Etude réalisée à Abuja*, p. 15-18.